

20 questions pour réviser la démocratie

Table des matières

1. En quoi consiste cette thématique ?	2
2. Quels sont les principes sur lesquels repose une démocratie forte ? Citez les 6 principaux	2
3. Une monarchie peut-elle être démocratique ?	2
4. Quelles sont les caractéristiques de la démocratie athénienne du Ve siècle ? Comment s'organiser la participation citoyenne ?	2
5. De quoi sont nées les démocraties « occidentales » ? Donnez quelques exemples	3
6. Quel discours porte Constant à propos de la liberté en démocratie ? Que signifie « participer ou être représenté » ?	3
7. Constant est libéral. Qu'est-ce que le libéralisme ?	3
8. La démocratie moderne tient en partie son origine d'une révolution. Que signifie « révolution » ?	4
9. Au cœur de nos démocraties se trouve une constitution. Qu'est-ce qu'une constitution ?	4
10. Constant est libéral et a écrit sur la liberté. Qu'est-ce que la liberté ?	4
11. Commentez cette citation de Tocqueville : « L'individualisme est une expression récente qu'une idée nouvelle a fait naître. L'égoïsme est un amour passionné et exagéré de soi-même, qui porte l'homme à ne rien rapporter qu'à lui seul et à se préférer à tout. »	4
12. Dans son analyse, quels autres risques Tocqueville fait-il de la démocratie ? 3 éléments de réponse sont attendus.	5
13. Qu'est-ce réellement que le populisme ?	5
14. Quelles solutions propose-t-il à ces dangers ?	6
15. Donnez un exemple d'avancée de la démocratie et un autre où celle-ci recule ? Expliquez-en les causes.	6
16. Donnez un exemple de démocratie directe, représentative et déléguée. Comment qualifier le fonctionnement démocratique de l'UE ?	8
17. Qu'est-ce que le « principe de subsidiarité » ?	8
18. Qu'est-ce que le traité de Lisbonne ?	8
19. Expliquez la montée de la défiance envers l'UE. Vous utiliserez le terme « eurosceptique » et expliquerez les raisons de cette défiance	9
20. Citez quelques exemples de crises majeures connues par l'UE	9

20 questions pour réviser la démocratie

1. En quoi consiste cette thématique ?

- Analyser différents régimes politiques afin de comprendre quelles sont les caractéristiques de la démocratie et de son fonctionnement. Je dois donc être capable de citer des exemples de régimes politiques de différent degrés de démocratie et de la comparer
- Analyser les forces et fragilités de la démocratie au travers de ses avancées et de ses reculs dans l'histoire à travers d'exemples concrets
- Aborder la place de la démocratie dans le fonctionnement de l'Union Européenne : de distinguer la démocratie représentative et la démocratie déléguée et d'analyser la conciliation entre souveraineté populaire et souveraineté des États.

2. Quels sont les principes sur lesquels repose une démocratie forte ? Citez les 6 principaux

- Égalité devant la loi
- Souveraineté populaire
- Démocratie représentative
- Pluralisme politique
- Des libertés fondamentales (DDHC par exemple, liberté de la presse, de conscience, de réunion...)
- Séparation des pouvoirs (judiciaire, législatif et exécutif) et indépendance de la justice

➔ Dans une démocratie, il ne peut donc y avoir d'atteinte corporelle (torture, peine de mort...)

3. Une monarchie peut-elle être démocratique ?

Oui, exemple du Royaume-Uni

4. Quelles sont les caractéristiques de la démocratie athénienne du Ve siècle ? Comment s'organiser la participation citoyenne ?

Démocratie directe (attention : Athènes n'a pas toujours été une démocratie) avec citoyens égaux. MAIS sont seulement considérés « citoyens » : Hommes, libres, de +18 ans, nés de parents athéniens, ayant accompli leur service militaire (éphébie). Représentent seulement 15% de la population au Ve siècle, la majorité étant métèques (étrangers) et esclaves

Organisation de la participation citoyenne contrôlée par 3 types de pouvoirs, répartis dans 4 institutions :

- **Pouvoirs législatif et délibératif :**
 - o L'Ecclesia (= Assemblée du peuple) :
 - composée de tous les citoyens. se réunit 4 fois par mois. Ils reçoivent le misthos (indemnisation).
 - Discute et vote les lois, la guerre, le budget, l'ostracisme.
 - TOUS peuvent prendre la parole (= **isegoria**) donc TOUS pouvaient proposer une loi
 - o La Boulé (= Conseil) :
 - composée de 500 citoyens tirés au sort. Ils reçoivent le misthos (indemnisation).

20 questions pour réviser la démocratie

- chargée de proposer des décrets, rédiger les textes de loi soumis à l'assemblée, et veille à leur exécution.
- **Pouvoir judiciaire**
 - L'Héliée (= tribunaux) chargée de juger les magistrats et la légalité des lois
 - Composée de 6000 jurés qui se portent candidats et qui doivent avoir au moins 30 ans. Ont la possibilité de dénoncer les magistrats ou citoyens considérés comme « mauvais » pour la démocratie = c'est l'**eisangelia**
- Pouvoirs de commandement
 - Archai : les magistrats exécutent les décisions de l'Ecclésia et gère les affaires extérieures, religieuses et économiques.
 - Composée de magistrats (dont stratèges, militaires et financiers tirés au sort par l'Ecclasia)

5. De quoi sont nées les démocraties « occidentales » ? Donnez quelques exemples

De révolutions qui ont remis en cause la monarchie et ont instauré le principe d'égalité des droits. Exemples :

- des États-Unis d'Amérique qui, en 1776, instaurent un modèle démocratique basé dans la république
- en 1789 la France célèbre la souveraineté nationale avec la Révolution à travers la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen pour encadrer les droits et libertés fondamentales des citoyens

6. Quel discours porte Constant à propos de la liberté en démocratie ? Que signifie « participer ou être représenté ? »

Selon lui :

- La démocratie ancienne comme celle de l'Athènes antique permet la liberté politique, la délibération publique MAIS au prix de « l'assujettissement de l'individu à l'autorité de l'ensemble » = PARTICIPER.
 - On définira donc ici la liberté comme la participation au pouvoir, à la prise de décision
- La démocratie « moderne » est celle de la liberté individuelle, « liberté de dire et de penser ce qu'on veut, liberté religieuse, liberté de détenir une propriété, de travailler et de commercer. » & l'esclavage est aboli. = ÊTRE REPRÉSENTÉ.
 - On définira donc ici la liberté comme la capacité de jouir sans entraves

➔ Constant est inquiet de voir l'État empiéter sur les libertés individuelles : pour prévenir de tels abus, les citoyens doivent exercer un contrôle important sur le gouvernement. La liberté des Modernes ne doit pas exclure une participation à la vie politique car si la liberté individuelle se réduit à des droits civils, il y a un risque que l'État abuse de ses propres pouvoirs.

7. Constant est libéral. Qu'est-ce que le libéralisme ?

La définition du libéralisme est déjà un problème en soi. Le libéralisme renvoie à l'idée d'une représentation politique, d'un système légal, d'un certain nombre de droits individuels fondamentaux (propriété, liberté, sécurité...). = c'est une conception individualiste de la société.

20 questions pour réviser la démocratie

Rien qu'à l'époque moderne, les pauvres n'étaient pas considérés comme citoyens. Et quand ils commencèrent à revendiquer la citoyenneté, le système libéral entra en crise.

- Cela suppose que qu'un État moderne libéral ne pourrait nier ce droit à un individu. Or, en lui refusant, il crée des inégalités structurelles et remet en cause son propre système politique.

8. La démocratie moderne tient en partie son origine d'une révolution. Que signifie « révolution » ?

La révolution se définit de manière différente selon les interprétations

- Pour certains historiens, la révolution correspond à un changement politique brutal comme la fin d'une monarchie ou de la sécularisation. C'est donc un changement vers la modernisation. Par exemple, au XIXe siècle, on considérait la constitution britannique de 1688 comme modernisatrice et qu'il fallait aller dans la même voie
- Pour d'autres historiens : la révolution correspond à un changement d'ordre social ou économique. Exemple : la transition vers une société avec des libertés individuelles

9. Au cœur de nos démocraties se trouve une constitution. Qu'est-ce qu'une constitution ?

La constitution n'a pas le même sens suivant les périodes historiques et les régions étudiées. On la définit en général comme un texte contenant un ensemble de lois reposant sur la séparation des pouvoirs. Des lois....

- Prescriptives : ce sont les lois écrites pour organiser la vie du peuple (elles disent ce qui est obligatoire et ce qui est interdit) et régulent le comportement des représentants de l'Etat.
- Descriptives : elles renvoient à l'Etat de nature. Elles ne sont pas écrites mais représentent comment est l'ordre de la réalité et établissent des relations

10. Constant est libéral et a écrit sur la liberté. Qu'est-ce que la liberté ?

C'est le point de départ de la loi prescriptive. Pour Montesquieu, **la liberté est « le pouvoir de profiter de sa propriété en toute sécurité »**. cela signifie que s'il n'existe pas ce pouvoir, il n'y a pas de liberté. Par exemple, dans l'Ancien Régime, on parlait de « seigneurie » pour faire référence aux propriétés des seigneurs qui étaient les seuls à pouvoir en profiter. Le problème réside dans le fait que ces seigneurs représentaient une minorité de la population et que donc **une minorité de la population était libre**.

11. Commentez cette citation de Tocqueville : « L'individualisme est une expression récente qu'une idée nouvelle a fait naître. L'égoïsme est un amour passionné et exagéré de soi-même, qui porte l'homme à ne rien rapporter qu'à lui seul et à se préférer à tout. »

Pour Tocqueville, le risque n°1 de la démocratie est **l'individualisme**. Il s'agit d'un « sentiment réfléchi et paisible qui dispose chaque citoyen à s'isoler de la masse de ses semblables et à se retirer à l'écart avec sa famille et ses amis ; de telle sorte que, après s'être créé une petite société à son usage, il abandonne volontiers la grande société à elle-même »

20 questions pour réviser la démocratie

12. Dans son analyse, quels autres risques Tocqueville fait-il de la démocratie ? 3 éléments de réponse sont attendus

- La **tyrannie de la majorité** selon Tocqueville désigne le fait que les idées minoritaires ne sont pas écoutées. Puisque tout pouvoir découle de la majorité, il est plus légitime. Si l'on ne pense pas comme la majorité, on peut subir des persécutions.
- Il dénonce le **conformisme** des sociétés démocratiques où la majorité l'emporte. Selon lui, la majorité empêche les points de vue divergents. Elle étouffe les pensées alors qu'un roi peut exercer la censure sur les propos confessés mais pas les idées
- **Le despotisme ou tyrannie douce. Le risque populiste.** Ils s'agit, selon Tocqueville, de la situation où face à des citoyens désintéressés pour leurs devoirs politiques, des politiciens « sans scrupules et ambitieux » parlent au nom du peuple.

13. Qu'est-ce réellement que le populisme ?

Il s'agit d'un terme qui ne se définit pas de la même définition dans tous les pays du monde ni selon les périodes historiques. **C'est une catégorie**

- a. En Amérique Latine, il s'agit d'un terme qui permet de disqualifier un adversaire politique, en le considérant comme « dangereux ». L'émergence de ce terme est lié avec le développement des sciences sociales. D'abord, les sociologues utilisent ce concept pour désigner les régimes autoritaires et nationalistes à l'origine de politiques de régulation et de distribution. Ensuite, ce concept s'est étendu pour désigner la période 1920/1960 pendant laquelle des partis politiques (APRA, MNR...), des leaders politiques ainsi que des gouvernements ont incarné les réponses à des crises institutionnelles et économiques des républiques communistes.

Caractéristiques du populisme/régimes populistes latinoaméricains :

1920-60's → des régimes socialistes, interventionnistes et anti-impérialistes. = Les «descamisados» péruviens en Argentine, le «varguismo» au Brésil, les «olvidados» en Equateur

- Existence d'un leader charismatique et paternaliste
- Un exécutif fort face au législatif
- Tendances autoritaires et nationalistes
- Dynamique démocratique associée à l'extension du suffrage
- Politiques de développement fondées sur la régulation étatique et la redistribution sociale
- Discours : oppose constamment le peuple aux élites ainsi que la nation à l'impérialisme
- Ce sont des régimes de mobilisation : ils entendent créer des mouvements sociaux fondés sur des partis et des syndicats
- Nationalisation des secteurs stratégiques

1960-90's → régimes d'extrême droite

- Sont arrivés au pouvoir de façon démocratique (à l'issue d'élections)
- Apparition de l'État de droit
- Utilisation des médias pour créer du lien entre le leader politique et le peuple
- Ont le soutien de l'armée

2000's → populismes de gauche (Chávez au Venezuela, Rafael Correa en Équateur, Evo Morales en Bolivie...), alternant l'ouverture à la mondialisation et l'autarcie

20 questions pour réviser la démocratie

- b. En Europe : le populisme est souvent associé à des mouvements d'extrême droite comme le fascisme italien

14. Quelles solutions propose-t-il à ces dangers ?

- Propose la **formation des citoyens** pour arriver à se gouverner eux-mêmes
- Élaborer un système basé sur le plein déploiement des effets de la liberté : la décentralisation des pouvoirs, la liberté de la presse, de vote, liberté d'association, de religion...
- Propose une égalité des conditions de vie des citoyens.

15. Donnez un exemple d'avancée de la démocratie et un autre où celle-ci recule ? Expliquez-en les causes.

- o **Exemple de recul** : coup d'État de Pinochet en 1970 (Chili)

09/1970 : le socialiste Salvador Allende est élu président à la tête de la coalition « Unidad Popular » composée de partis majoritairement marxistes. 3 ans après, il est destitué poussé au suicide après le coup d'État du général Pinochet qui mena une répression brutale et instaura une longue dictature

Plusieurs facteurs ont fait qu'aujourd'hui, le gouvernement d'Allende est un cas singulier :

- Pour la première fois, un gouvernement marxiste (et donc communiste) est élu par voie électorale et affirmait construire un socialisme avec des méthodes purement démocratiques
- Le Chili était réputé pour être la plus ancienne et plus solide démocratie d'Amérique Latine. C'est pour cela que le coup d'État a été perçu comme un tremblement de terre
- Le succès d'Allende a fait que le Chili devint un instrument idéologique pour l'URSS pendant la Guerre Froide.

Causes du coup d'État :

- Facteurs extérieurs : les États-Unis ont empêché Allende d'accéder au pouvoir (tant par la voie constitutionnelle qu'à travers la violence, avec appui de la CIA) : ils ont notamment adopté une politique de boycotts et soutenus financièrement les opposants au Chili d'Allende
- Facteurs endogènes/internes : la politique d'Allende a provoqué une forte croissance mais aussi de l'inflation, ce qui a obligé le Chili à importer toujours plus jusqu'à ce que la balance commerciale et la solvabilité financière du Chili ne s'effondrent. L'économie s'engouffra dans un chaos : les biens de premières nécessités commencèrent à manquer et les marchés noirs s'étendirent. Des manifestations et grèves furent organisées par la bourgeoisie, les mineurs, les transporteurs etc...
- Causes politiques :
 - o La coalition d'Allende se divisa entre : ceux qui voulaient accélérer la transition vers le socialisme en forçant l'ordre institutionnel et d'autres qui considéraient qu'il était plus prudent de procéder par la voie légale
 - o La droite conservatrice et le centre chrétien-démocrate se réunirent pour dénoncer l'inconstitutionnalité de la politique portée par le gouvernement d'Allende

20 questions pour réviser la démocratie

Le Chili de Pinochet :

- Dictature militaire de 1973 à 1989.
- Pendant cette période, le régime chilien était considéré comme une démocratie « protégée », sous la tutelle des forces armées. Ainsi, cela permis au régime d'appliquer des reformes radicales à certains moments (en particulier dans les premières années du régime) mais aussi plus flexibles à d'autres moments.
- Politique typiquement libérale : réduction de l'interventionnisme, ouverture du marché national au commerce extérieure, libéralisation du marché financier, fin du contrôle sur les prix...

→ les résultats sont mitigés :

- récession économique et 15% de chômage dans les premières années
- années 1980 : chute du système financier, du pouvoir d'achat des salaires au plus bas depuis les 20 dernières années.
- Mais croissance extraordinaire par la suite : Pinochet avait créé une structure productive efficiente et apte à résister (au point que quand la dictature prit fin, on décida de conserver la structure du régime.

- **Exemple d'avancée** : Transition espagnole organisée (1975-1982) mettant fin au régime de Franco

Le général Francisco Franco s'impose comme le chef des nationalistes lors de la guerre civile (1936-1939). Sa violente dictature [le franquisme] s'arrête avec sa mort en novembre 1975. Le roi Juan Carlos, désigné comme le dauphin du régime par Franco lui-même, n'entend pas poursuivre la dictature : il se saisit du pouvoir et obtient la démission du Premier ministre Carlos Arias Navarro. Son successeur, Adolfo Suarez, est un réformateur qui entend moderniser et démocratiser le régime. Il légalise les partis politiques, notamment le parti communiste. Les syndicats sont à nouveau autorisés. Un pacte de l'oubli est mis en place pour éviter les divisions : il n'y aura pas d'épuration dans le nouveau régime. Des élections ont lieu en 1977 : par la victoire du parti de Suarez, elles confirment la liquidation du régime franquiste. L'Espagne demande à adhérer à l'Europe en 1978, ce qu'elle fera en 1986.

La politique d'ouverture du roi et de Suarez suscite des inquiétudes dans les milieux conservateurs. En 1981, une tentative de putsch du colonel Tejero avec l'irruption des militaires séditieux dans le Parlement en armes – le tout filmé en direct à la télévision échoue. L'échec de ce putsch montre que le régime démocratique est déjà bien enraciné en Espagne au début des années 1980. L'Espagne est bien en marche vers la démocratie.

Mais cette transition démocratique n'est pourtant pas exempte d'éléments inquiétants. C'est une réussite pleine de difficultés : le terrorisme basque avec l'ETA ("Euskadi Ta Askatasuna" mouvement armé indépendantiste basque) se développe jusqu'à sa récente dissolution en 2018. Le pays est également secoué par une forte crise économique. Enfin, le voile de silence jeté sur le passé dictatorial d'une extrême violence est encore vivement critiqué par une grande partie de la population.

Cette transition espagnole, s'est déroulée pacifiquement et met fin à des décennies de dictature.

20 questions pour réviser la démocratie

16. Donnez un exemple de démocratie directe, représentative et déléguée. Comment qualifier le fonctionnement démocratique de l'UE ?

- Directe : Athènes au Ve siècle → démagogie et tyrannie
- Représentative : États-Unis → régimes autoritaires et totalitaires
- Déléguée : UE → Risque : démagogie et affaiblissement de l'intérêt général européen au profit de l'intérêt particulier des États

Le fonctionnement démocratique de l'UE est à la fois une ...

- ... **démocratie représentative** :
 - réside dans l'État de droit et la tenue d'élections permettant des débats constants + droit d'initiative citoyenne permet aux citoyens de faire des propositions de lois
 - incarnée par le Parlement : suffrage universel direct. Membres élus pour 5 ans ; président du Parlement élu à la majorité qualifiée (au moins 55% des voix du Conseil + 65% de la population), pour 2 ans et demi (renouvelable 1 fois)
 - Limites
 - Liberté seule = risque d'oligarchie
 - Égalité seule = risque de tyrannie
 - Excès d'individualisme = abandon de l'intérêt général et du respect des élus
- ...et une **démocratie déléguée** :
 - Elle repose sur le Conseil européen, qui lui, représente les gouvernements et doit concilier les intérêts nationaux avec les politiques de l'UE. Les décisions prises s'appuient sur le vote à la majorité qualifiée
 - Élection au suffrage universel du parlement,
 - coopération entre États souverains déléguant une partie de leur souveraineté à une institution commune (UE) → principe de subsidiarité
 - Commission Européenne : représente l'intérêt général de l'UE et exécute le budget. 1 représentant par État, désigné par le Conseil pour 5 ans

17. Qu'est-ce que le « principe de subsidiarité » ?

Consiste à réserver à l'Union européenne uniquement ce que les États ou les collectivités locales ne pourraient effectuer que de manière moins efficace. Inversement, certaines actions ne peuvent être prises que localement. Donc l'UE ne peut se saisir d'un domaine de compétence qu'à la condition que les États membres ne puissent pas apporter de solution plus efficace.

Ex : les transports, l'agriculture...

18. Qu'est-ce que le traité de Lisbonne ?

Tout part du projet de traité rejeté en 2005, établissant une Constitution pour l'Europe que signent les ministres des Affaires étrangères de tous les États membres. Le texte devait entrer en vigueur le 1er novembre 2006 à condition que tous les États membres l'aient ratifié. Or deux pays ayant choisi de recourir au référendum, la France et les Pays-Bas, voient le «non» l'emporter en 2005. Le traité de Lisbonne signé par les chefs d'États reprend globalement l'organisation proposée en 2005

20 questions pour réviser la démocratie

19. Expliquez la montée de la défiance envers l'UE. Vous utiliserez le terme « eurosceptique » et expliquerez les raisons de cette défiance

- **L'abstention croissante aux élections européennes** montre un désintérêt des électeurs. La complexité des processus de décision, le manque de visibilité des députés européens et la méconnaissance des institutions expliquent en partie cette défiance.
- **Explication de l'euroscepticisme** : Traduit une crise de confiance dans le fonctionnement des institutions. En 2016, après une intense campagne, le Royaume-Uni a voté par référendum pour une sortie de l'UE. Malgré les réformes pour renforcer la légitimité démocratique des institutions, les discours contre l'Union européenne portés par des partis nationalistes se développent dans les pays membres.

20. Citez quelques exemples de crises majeures connues par l'UE

- 1992 : Le Royaume-Uni ratifie le traité de Maastricht mais refuse la monnaie unique → Brexit en 2016
- La crise grecque : crise de nature financière, causée par une dette publique importante. Cette crise a entraîné de très fortes tensions politiques, portant notamment sur la possibilité d'une sortie de la Grèce de la zone euro et/ou de l'UE. Elle a surtout posé la question du conflit possible entre la légitimité démocratique nationale (en 2015, Tsipras est élu pour refuser les plans d'austérité) et le respect des engagements européens.